

Chaque demande devra être accompagnée des pièces suivantes :

- 1<sup>o</sup> Copie de l'acte de naissance du candidat, sur timbre;
- 2<sup>o</sup> Certificat de moralité délivré par le maire de la résidence du candidat indiquant quelle a été son attitude depuis juin 1940;
- 3<sup>o</sup> Copie certifiée conforme des diplômes obtenus;
- 4<sup>o</sup> Note établie par le candidat faisant connaître le cycle des études qu'il a poursuivies, accompagnée éventuellement d'un certificat du directeur du dernier établissement scolaire qu'il a fréquenté en Alsace, en Lorraine ou à l'étranger.

Art. 3. — Le directeur de l'enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 25 juin 1945.

TASCHY PRIGENT.

## MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Décret n° 45-1453 du 29 juin 1945 fixant les conditions de recrutement et de rémunération des secrétaires et commis auxiliaires des services extérieurs de la direction générale de l'éducation physique et des sports.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'article 7 (1<sup>er</sup> alinéa) de l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental par l'effet duquel sont provisoirement maintenus en application les actes dits décrets du 12 novembre 1940 et décret n° 573 du 22 décembre 1941 relatifs au recrutement et à la rémunération des agents auxiliaires;

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Décrète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les dispositions des actes dits décret du 12 novembre 1940 et décret n° 573 du 22 décembre 1941 sont abrogées.

Art. 2. — Les secrétaires et commis auxiliaires des services extérieurs de la direction générale de l'éducation physique et des sports sont nommés par le directeur général de l'éducation physique et des sports. Ils peuvent être licenciés à toute époque avec préavis d'un mois s'ils comptent un minimum de dix-huit mois de service discontinu et sans préavis pour faute ou insuffisance professionnelle.

Art. 3. — La rémunération annuelle des secrétaires et commis auxiliaires est fixée ainsi qu'il suit :

<b>a) Secrétaires</b>	
Hors classe.....	115.000 fr.
1 <sup>er</sup> échelon.....	101.000
2 <sup>e</sup> échelon.....	83.000
3 <sup>e</sup> échelon.....	82.000
4 <sup>e</sup> échelon.....	72.000
5 <sup>e</sup> échelon.....	61.000
<b>b) Commis</b>	
Hors classe.....	65.000 fr.
1 <sup>re</sup> classe.....	62.000
2 <sup>e</sup> classe.....	58.000
3 <sup>e</sup> classe.....	51.000
4 <sup>e</sup> classe.....	50.000
5 <sup>e</sup> classe.....	47.000
6 <sup>e</sup> classe.....	43.000
7 <sup>e</sup> classe.....	39.000

Art. 4. — Sont versés aux intéressés, en plus, qu'entraîne l'application des dispositions susmentionnées, d'anciennetés pour services militaires. La répartition des agents entre les différents échelons doit être telle que la dépense totale, pour l'ensemble du personnel, ne dépasse pas celle qui résulterait de l'application de la rémunération moyenne.

Art. 5. — Toute nomination est faite à l'échelon de début. L'avancement a lieu uniquement au choix et d'un échelon à l'échelon immédiatement supérieur. Nul ne peut bénéficier d'un avancement s'il ne réunit au moins deux ans d'ancienneté dans l'échelon.

Art. 6. — Les fonctionnaires d'une administration publique qui sont nommés secrétaires ou commis auxiliaires sont rangés dans l'échelon comportant une rémunération égale, ou à défaut, immédiatement supérieure au traitement qu'ils percevaient antérieurement.

Art. 7. — Les nouvelles rémunérations fixées par le présent décret sont exclusives de toute gratification.

Art. 8. — L'attribution de la nouvelle rémunération ne sera pas considérée comme un avancement et l'ancienneté des agents dans leurs échelons comptera du jour de leur dernière promotion.

Art. 9. — Dans la limite des crédits budgétaires, le directeur général de l'éducation physique et des sports est autorisé à recruter des auxiliaires temporaires qui seront affectés aux services extérieurs.

Art. 10. — Le ministre des finances et le ministre de l'éducation nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française et dont les dispositions auront effet à compter du 1<sup>er</sup> février 1945.

Fait à Paris, le 29 juin 1945.

G. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

Le ministre de l'éducation nationale,

RENÉ CAPITANT.

Le ministre des finances,

R. PLEYEN.

Décret n° 45-1454 du 29 juin 1945 relatif aux conditions de recrutement et de rémunération des professeurs et moniteurs d'éducation physique délégués.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'article 7 (1<sup>er</sup> alinéa) de l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental, ensemble les ordonnances subséquentes, par l'effet duquel sont provisoirement maintenus en application les actes dits décret du 10 juin 1942 et décret du 29 avril 1943;

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale et du ministre des finances;

Décrète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Est expressément constatée la nullité des actes du 10 juin 1942 et du 29 avril 1943.

Art. 2. — Le ministre de l'éducation nationale (direction générale de l'éducation physique et des sports) est autorisé à déléguer respectivement dans les fonctions de professeur et de moniteur d'éducation physique, dans la limite des postes vacants des candidats non pourvus d'un certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique, tout n'ayant pas subi avec succès les épreuves siégeant concours de recrutement de moniteur d'éducation physique.

Art. 3. — Les délégués sont accordés, en plus, pour l'attribution de la nouvelle rémunération, d'anciennetés pour services militaires. La répartition des agents entre les différents échelons doit être telle que la dépense totale, pour l'ensemble du personnel, ne dépasse pas celle qui résulterait de l'application de la rémunération moyenne.

Art. 4. — La rémunération annuelle du personnel délégué dans les fonctions de professeur et de moniteur d'éducation physique est fixée ainsi qu'il suit :

Délégués dans les fonctions de professeur d'éducation physique :

1 <sup>er</sup> échelon.....	90.000 fr.
2 <sup>e</sup> échelon.....	81.000
3 <sup>e</sup> échelon.....	73.000
4 <sup>e</sup> échelon.....	72.000
5 <sup>e</sup> échelon.....	67.000
6 <sup>e</sup> échelon.....	60.000

Délégués dans les fonctions de moniteur d'éducation physique :

1 <sup>er</sup> échelon.....	60.000 fr.
2 <sup>e</sup> échelon.....	56.000
3 <sup>e</sup> échelon.....	52.000
4 <sup>e</sup> échelon.....	49.000
5 <sup>e</sup> échelon.....	31.000
6 <sup>e</sup> échelon.....	30.000

La répartition des agents entre les différents échelons doit être telle que la dépense totale, pour l'ensemble du personnel, ne dépasse pas celle qui résulterait de l'application de la rémunération moyenne de chaque catégorie.

Art. 5. — Les fonctionnaires d'une administration publique autres que les instituteurs qui sont délégués dans les fonctions de professeurs et de moniteurs d'éducation physique sont rangés dans l'échelon comportant une rémunération égale, ou à défaut, immédiatement supérieure au traitement qu'ils percevaient antérieurement.

Art. 6. — L'avancement d'échelon a lieu d'un échelon à l'échelon immédiatement supérieur.

Nul ne peut bénéficier d'un avancement d'échelon s'il ne réunit au moins deux ans d'ancienneté dans les 6<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> échelons et trois dans les échelons suivants.

Art. 7. — Les nouvelles rémunérations fixées par le présent décret sont exclusives de toute gratification. Aucune indemnité ou avantage accessoire de quelque nature que ce soit, ne peut être accordée que par décret pris en conseil des ministres.

Art. 8. — Le ministre des finances et le ministre de l'éducation nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française, dont les dispositions auront effet à compter du 1<sup>er</sup> février 1945.

Fait à Paris, le 29 juin 1945.

G. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

Le ministre de l'éducation nationale,

RENÉ CAPITANT.

Le ministre des finances,

R. PLEYEN.

Décret n° 45-1455 du 29 juin 1945 relatif aux classes et traitements des personnels de la direction générale de l'éducation physique et des sports.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Vu le décret, valant du 3 février 1944 relatif à la classification des fonctionnaires des services extérieurs du commissariat général à l'éducation générale et aux sports dans les différents échelons de traitement prévus par la loi du 23 août 1943;

Décrète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les dispositions de l'article 2 du décret du 3 février 1944 sont modifiées conformément au tableau ci-après :